



STOP À LA CASSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE !

Depuis des années, personnels de l'Éducation et familles alertent sur le manque de moyens dans nos écoles et les difficultés à obtenir des remplaçant-es. La réponse du gouvernement ? Annoncer toujours plus de suppressions de postes et donc de fermetures de classes. À la prochaine rentrée scolaire, dans notre circonscription, il y en aurait pas moins de 19, toutes dans des établissements du réseau d'éducation prioritaires. Un véritable scandale !

Des fermetures injustifiées et injustifiables

Contrairement à ce qu'avance le Rectorat, la baisse démographique que connaît la capitale ne justifie pas une telle saignée. Avec une moyenne de 20 élèves par classe à Paris, nous nous approchons à peine des standards européens. Nous devrions donc nous réjouir de nous approcher de taux d'encadrement susceptibles d'apporter un enseignement de qualité et de réduire les inégalités scolaires.

Pas touche aux directeurs et directrices !

Mais le gouvernement ne s'arrête pas là. Il s'attaque maintenant à la décharge des directrices et directeurs d'école. Lien avec les parents, prise en charge des élèves en cas de non-remplacement d'un-e professeur-e absent-e, gestion du périscolaire. Le rôle des directeur-ices est essentiel et il leur faut du temps pour s'y consacrer. Qui pourra assurer ces tâches lorsqu'elles et ils seront devant une classe ? Ce système, mis en place dans les années 1980, est une garantie du bon fonctionnement des écoles et doit absolument être préservé.

Défendons l'école publique

Avec mes collègues LFI parisien·nes, nous avons interpellé par courrier le recteur de Paris pour demander l'annulation des fermetures de classes et le maintien du système de décharges des directeur-ices. À Paris comme ailleurs, cette baisse constante des moyens pour l'école publique sape la mixité sociale et fragilise notre société. Le personnel éducatif, les représentant-es de parents d'élèves et les élu-es locaux refusent légitimement de voir se mettre en place un système éducatif à deux vitesses et appellent à se mobiliser.

Pour plus d'informations :
contact@deputee-obono.fr
09 61 68 60 35

Danièle 
OBONO
DÉPUTÉE DE PARIS



Reconstruire une école globale pour l'égalité et l'émancipation

- **Mettre en place une véritable politique d'éducation prioritaire** en refondant la carte du réseau d'éducation prioritaire (REP) en fonction des besoins
- **Réduire partout les effectifs par classe** pour faire mieux que la moyenne en Europe, qui est actuellement à 19 élèves par classe, en priorisant les maternelles et les classes des actuelles REP
- **Abroger le « Choc des savoirs »** qui renforce la ségrégation scolaire et sociale
- **Revaloriser les personnels de l'Éducation nationale** et renforcer les moyens
- **Associer aux décisions des établissements** les personnels, les parents et les élèves
- **Abolir les privilèges de l'enseignement privé et abroger la loi Carle**

